

**Maître d'ouvrage :**



---

***Marché public de travaux***

*Marché à procédure adaptée selon les articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la  
Commande Publique*

---

TRAVAUX DE RESTAURATION DES ROSELIÈRES RIVULAIRES DU LAC DU BOURGET
--

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)**

# SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1.-	OBJET DU MARCHE - EMBLEMENTS	4
1.2.-	ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.3.-	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.4.-	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	4
1.5.-	INTERVENANTS	4
1.5.1.-	Maître d'Ouvrage	4
1.5.2.-	Maître d'œuvre	5
1.5.3.-	Entrepreneur	5
1.5.4.-	Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
1.5.5.-	Contrôle technique	5
1.5.6.-	Coordination pour la sécurité et la protection de la santé	5
1.6.-	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
1.7.-	CONNAISSANCE DES LIEUX	6
<b>2.</b>	<b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</b>	<b>6</b>
<b>3.</b>	<b>ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHE – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>6</b>
3.1.-	CARACTERISTIQUES DES PRIX	6
3.2.-	MODALITES DE VARIATION DES PRIX	6
3.3.-	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
3.4.-	APPROVISIONNEMENTS	7
3.5.-	TRANCHES OPTIONNELLES	8
3.6.-	PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	8
3.7.-	AUTOLIQUIDATION DE LA TVA DES TRAVAUX SOUS-TRAITES	8
<b>4.</b>	<b>ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES</b>	<b>8</b>
4.1.-	DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX ET DUREE DU MARCHE	8
4.2.-	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	8
4.3.-	PENALITES	9
4.3.1.-	Pénalités de retard	9
4.3.2.-	Pénalités pour travail dissimulé	9
4.3.3.-	Pénalités pour atteinte à l'environnement	9
<b>5.</b>	<b>ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>10</b>
5.1.-	GARANTIE FINANCIERE	10
5.2.-	AVANCE	10
<b>6.</b>	<b>ARTICLE 6 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</b>	<b>11</b>
6.1.-	QUALITE, SECURITE ET GESTION DES DECHETS	11
6.1.1.-	Plan de prévention	11
6.1.2.-	Le schéma d'organisation et de gestion des déchets	11
6.1.3.-	Demandes d'autorisations administratives	12
6.2.-	PROGRAMME D'EXECUTION	12
6.2.1.-	Délais de fourniture du dossier d'exécution	12
6.2.2.-	Adaptations aux conditions réelles de terrain	13
6.2.3.-	Registre de chantier	13
6.3.-	DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRENEUR PENDANT LES TRAVAUX	13
6.4.-	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	13
<b>7.</b>	<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>13</b>
7.1.-	NATURE ET PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	14

7.2.- DISPOSITIONS GENERALES	14
7.2.1.- Vérification des quantités	14
7.3.- TRAVAUX PRELIMINAIRES	14
7.3.1.- Constat d'état des lieux contradictoire	14
7.3.2.- Panneau de chantier	14
7.3.3.- Barrières, clôtures et panneautages à la charge de l'entreprise :	14
7.3.4.- Accès et installation de chantier	15
7.3.5.- Implantation - piquetage	15
7.3.6.- Préservation des ouvrages existants et réalisés	15
7.4.- MATERIELS DE CHANTIER - TRANSPORTS DES MATERIELS, MATERIAUX ET FOURNITURES	15
7.4.1.- Matériels de chantier	15
7.4.2.- Transports et stockages des matériels, matériaux et fournitures	16
7.5.- ZONES DE DEPOTS	16
7.5.1.- Généralités	16
7.5.2.- Déblais inaptes à une réutilisation sur le chantier	16
7.5.3.- Déblais aptes à une réutilisation sur le chantier	16
7.6.- MESURES DE SECURITE	16
7.7.- CONTROLE DES FOURNITURES ET DE L'EXECUTION DU CHANTIER	16
7.8.- INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	17
7.8.1.- Installation de chantier	17
7.8.2.- Signalisation de chantier	17
<b>8.     ARTICLE 8 : RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>17</b>
8.1.- DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	17
8.2.- RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	17
8.3.- MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	17
<b>9.     ARTICLE 9 : GARANTIES ET ASSURANCES</b>	<b>17</b>
9.1.- DELAIS DE GARANTIES	17
9.2.- OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	17
9.3.- ASSURANCES	18
<b>10.    ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>18</b>

# **1. ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION** **- DISPOSITIONS GENERALES**

## **1.1.-OBJET DU MARCHE - EMBLEMENTS**

La présente consultation concerne la restauration des roselières de la rive sud du lac du Bourget sur la commune du Bourget du Lac et comprend les éléments suivants :

- travaux forestiers : débroussaillage, élagage et abattages dans l'emprise des travaux y compris accès ;
- Débroussaillage manuel des massifs de renouée du Japon ;
- Traitement des massifs de renouée par inversement des horizons ;
- Restauration de l'étang des butors par surcreusement et évacuation des matériaux excédentaires ;
- Remise en état du site.

Les travaux sont portés par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie.

Les clauses du présent CCAP s'appliquent à l'ensemble opérations décrites dans le CCTP.

Les travaux sont dépendant d'autorisations environnementales. Sans ces autorisations les travaux ne pourront être réalisés. Dans le cas d'une absence d'autorisation de travaux, ce marché sera abandonné sans indemnités pour l'entreprise.

### **Dispositions générales :**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

## **1.2.-ETENDUE DE LA CONSULTATION**

Marché public de travaux à procédure adaptée selon les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

## **1.3.-DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS**

Les travaux comportent une tranche ferme.

Les opérations ne sont pas décomposées en lots.

## **1.4.-VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **1.5.-INTERVENANTS**

### **1.5.1.-Maître d'Ouvrage**

**Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie**

Bâtiment Le Prieuré

165, Route de Chambéry

73370 LE BOURGET-DU-LAC

Courriel : [info@cen-savoie.org](mailto:info@cen-savoie.org)

Tél : 04 79 25 20 32

### **1.5.2.-Maître d'œuvre**

**Natura Scop** (*Siège social*)

30 av de Zelzate - 07200 AUBENAS

Co-gérante : Mme Cécile CALPENA

**Représentée par : M. Virgile BENOIT**

### **1.5.3.-Entrepreneur**

L'entrepreneur (ou entreprise) nommé dans le présent cahier des charges est le candidat ou le groupement d'entreprises qui aura été retenu par le pouvoir adjudicateur lors de la phase de consultation.

### **1.5.4.-Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

Sans objet.

### **1.5.5.-Contrôle technique**

Sans objet.

### **1.5.6.-Coordination pour la sécurité et la protection de la santé**

Sans objet.

## **1.6.-REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

### **1.7.-CONNAISSANCE DES LIEUX**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du site concerné par le projet et de toutes les contraintes et sujétions liées à son environnement et notamment les itinéraires d'accès, l'état des voiries et la nature des sites des travaux.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'aucun élément d'information dont il n'aurait pas fait la demande, pour obtenir réparation ou dédommagement de tout préjudice causé par ce manque d'information.

Le titulaire est réputé avoir vérifié et fait siennes les informations recueillies.

## **2. ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le programme ou le calendrier d'exécution des travaux
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009 et modifié par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux
- Les fascicules du CCTG Travaux
- Le mémoire technique fourni par l'entreprise lors de la remise de son offre
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPU)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire

## **3. ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHE – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1.-CARACTERISTIQUES DES PRIX**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### **3.2.-MODALITES DE VARIATION DES PRIX**

Le prix ferme fera l'objet d'une actualisation si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre le mois « Mo » d'établissement des prix et le mois de commencement d'exécution des travaux.

Le mois "Mo" correspond à la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$Cn = I_{(d-3)} / I_0$$

selon les dispositions suivantes :

- **Cn** : coefficient d'actualisation,
- **I<sub>0</sub>** : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- **d** : mois de début d'exécution des prestations,
- **I<sub>(d-3)</sub>** : valeur de l'index de référence au mois « d » diminué de 3 mois (sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3.

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie ou à l'INSEE, est l'index **TP01 Index général tous travaux**.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

### **3.3.-MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement par mail aux adresses suivantes :**

[v.benoit@natura-scop.org](mailto:v.benoit@natura-scop.org) (pour validation)  
[g.arias@cen-savoie.org](mailto:g.arias@cen-savoie.org)  
[j.clairret@cen-savoie.org](mailto:j.clairret@cen-savoie.org)  
[info@cen-savoie.org](mailto:info@cen-savoie.org)

Le mode de règlement est le paiement par virement bancaire. Le délai de règlement est lié aux modalités de financement des opérations objets du marché contenu dans les conventions signées avec les partenaires publics et privés ayant accepté de les financer.

Le délai sera fixé lors de la réunion de démarrage de chantier en accord avec le candidat retenu.

Le délai de paiement courra à compter de la réception de la facture par le CEN Savoie après visa du MOE.

Le règlement se fera par paiement fractionné, en fonction de l'avancement des phases de travaux et sur présentation de situations détaillées. La décomposition des sous-parties de la prestation figure dans l'acte d'engagement.

### **3.4.-APPROVISIONNEMENTS**

Sans objet.

### **3.5.-TRANCHES OPTIONNELLES**

Sans objet.

### **3.6.-PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du C.C.A.G.-Travaux

### **3.7.-AUTOLIQUIDATION DE LA TVA DES TRAVAUX SOUS-TRAITES**

Le titulaire procède à l'autoliquidation de la TVA afférente aux travaux exécutés par ses sous-traitants directs selon les modalités définies à l'article 283-2 du code général des impôts et s'assure en cas de sous-traitance en cascade que leurs donneurs d'ordre successifs procèdent à l'autoliquidation de la TVA des travaux exécutés par leurs sous-traitants dans les mêmes conditions.

## **4. ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES**

### **4.1.-DELAÏ D'EXECUTION DES TRAVAUX ET DUREE DU MARCHE**

Le délai d'exécution des travaux est stipulé à l'acte d'engagement. Le délai plafond d'exécution du marché (y compris phase préparatoire) est de 3 mois.

### **4.2.-PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION**

La prolongation des délais est fixée par l'article 18 du CCAG Travaux.



## **4.3.-PENALITES**

### **4.3.1.-Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution des travaux, de fourniture des différents documents (étude d'exécution, dossier de récolement...) ou suite à une consigne spécifique du maître d'œuvre (nettoyage des voiries par exemple) est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités fixées à 500 €.

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG, les pénalités pour retard seront appliquées après mise en demeure (lettre recommandée avec accusé réception ou notification d'un courrier via le profil d'acheteur non suivie d'effets dans un délai de 5 jours).

### **4.3.2.-Pénalités pour travail dissimulé**

Le cocontractant s'engage à s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le cas échéant, le cocontractant mis en demeure de régulariser sa situation apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, la collectivité se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 2% du montant total du marché.

Si le marché est un marché à bons de commande avec minimum, la pénalité forfaitaire de 2% est calculée sur le montant minimum du marché tant que celui-ci n'a pas été atteint.

Si le marché est un marché à bons de commande sans minimum, la pénalité forfaitaire de 2% est calculée sur le montant exécuté du marché au moment où il est décidé d'appliquer la pénalité.

Le montant de cette pénalité ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

### **4.3.3.-Pénalités pour atteinte à l'environnement**

L'entrepreneur a l'interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires ou tout autre produit chimique dans le cadre de ce marché.

Les stipulations de l'article 19 du CCAG travaux s'appliquent sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19, toute pollution des sols, de la nappe phréatique ou des milieux naturels sera sanctionnée, quelle que soit la nature du polluant.

Par dérogation à l'article 19, toute atteinte à une espèce floristique patrimoniale ou protégée par le dispositif indiqué dans le CCTP fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € .

Par dérogation à l'article 19, toute coupe d'arbre marqué comme à préserver fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

Par dérogation à l'article 19, toutes atteintes aux arbres marqués comme à préserver fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € sauf élaguage précis afin de faciliter la circulation de engins.

Par dérogation à l'article 19, toute circulation d'engins sur des espèces exotiques envahissantes (renouées) fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

Par dérogation à l'article 19, **le montant des pénalités est plafonné à 20% du montant total des travaux.**

## **5. ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5.1.-GARANTIE FINANCIERE**

Pour les travaux une retenue de garantie de 5 % du montant est appliquée.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Il ne sera cependant pas accepté de caution personnelle et solidaire en remplacement des retenues de garantie.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elles doivent être complétées dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où les garanties ne seraient pas constituées, ou complétées, dans ce délai, les retenues de garantie correspondant à l'acompte sont prélevées et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande aux retenues de garantie.

**La garantie financière sera libérée 1 an après la réception, à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.**

La retenue de garantie sera remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie, en application de l'article R2191-35 du code de la commande publique.

Si cette retenue de garantie est remplacée par une caution ou garantie à première demande, celle-ci sera libérée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie, en application de l'article R2191-42 du code de la commande publique.

### **5.2.-AVANCE**

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant de la tranche est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermée si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le paiement de l'avance est subordonné à la production de la garantie à première demande portant sur l'intégralité de l'avance prévue au code de la commande publique engageant le titulaire à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

## **6. ARTICLE 6 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX**

### **6.1.-QUALITE, SECURITE ET GESTION DES DECHETS**

#### **6.1.1.-Plan de prévention**

Le plan de prévention doit être fourni par l'entreprise avant le démarrage des travaux.

Le plan de prévention doit comporter au minimum les informations suivantes :

- la définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à effectuer ;
- les consignes en vigueur dans la collectivité et instructions que le chef d'entreprise intervenante doit donner aux salariés affectés aux travaux, avant qu'ils débutent ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgences.

#### **6.1.2.-Le schéma d'organisation et de gestion des déchets**

Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (S.O.G.E.D.) devra préciser :

- l'engagement de l'entreprise de trier sur le site les différents déchets de chantier,
- les centres de stockage ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer en fonction de leur typologie, en accord avec le gestionnaire devant les recevoir (notamment les déchets verts indésirables seront obligatoirement évacués vers un centre d'élimination pour incinération, les matériaux contaminés par des espèces exotiques envahissantes devront être évacués vers un centre d'élimination adéquat...). Les bons de mise en décharge seront impérativement transmis au maître d'œuvre,
- l'information du Maître d'œuvre en phase travaux, quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôts envisagés sur le chantier,
- la mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance de chantier(s) et non réutilisables sur le site.

**Il est interdit de :**

- brûler des déchets à l'air libre,

- abandonner ou enfouir des déchets dans des zones non contrôlées administrativement,
- mettre en décharge dite de classe 3 des déchets non inertes,
- laisser des déchets spéciaux ou dangereux sur le chantier ou les mettre dans des bennes non prévues à cet effet.
- traiter chimiquement la végétation

### **6.1.3.-Demandes d'autorisations administratives**

L'entrepreneur aura à sa charge l'ensemble des demandes administratives nécessaires au bon déroulement du chantier (DICT, arrêté circulation...).

## **6.2.-PROGRAMME D'EXECUTION**

Pendant la période de préparation du chantier, l'Entrepreneur fournira les éléments nécessaires à la constitution du dossier d'exécution :

- **Plan des installations de chantier et implantation du projet**
- **Matériels et outillage**
- **Planning et phasage des travaux**

Si des incohérences apparaissent avec le CCTP (méthode, matériaux, quantités...), l'entreprise est tenue de les signifier à la maîtrise d'œuvre.

### **6.2.1.-Délais de fourniture du dossier d'exécution**

Les documents d'exécution sont à fournir par l'Entrepreneur dans le délai défini comme la phase préparatoire prévu au marché en tenant compte des délais de validation de la maîtrise d'œuvre. Le Maître d'Œuvre dispose de quinze (15) jours maximum pour apporter ses éventuelles observations. Dans le cas de fourniture tardive de notes ou plans, et de non prise en compte d'observations émises par le Maître d'œuvre dans les plans et les notes d'observations, l'Entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un report de délai dans l'exécution des travaux et en subira toutes les conséquences financières et de délai. A la suite de l'émission d'observations de la part du Maître d'œuvre sur des plans ou notes de calcul, l'Entrepreneur disposera d'un délai maximum d'une (1) semaine pour la remise des plans et des notes corrigées. En cas de retard dans la remise de ces plans et notes à corriger, les pénalités prévues au CCAP s'appliqueront dans les conditions qui y sont définies.

Toute exécution d'ouvrage ou partie d'ouvrage qui aura été réalisée sans l'approbation préalable des plans d'exécution correspondants ou sans l'accord écrit du Maître d'œuvre, sera réalisée aux frais et aux risques de l'Entrepreneur. Sur injonction de la maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur aura obligation de reconstruire les ouvrages qui ne seraient pas conformes. La maîtrise d'œuvre peut, toutefois, accepter les ouvrages sans que l'Entrepreneur ne puisse réclamer une rémunération supplémentaire à celle correspondant à l'ouvrage prévu. L'entreprise devra prendre toutes les dispositions pour remettre les documents suffisamment tôt pour recevoir l'agrément et le visa du Maître d'œuvre dans les délais suffisants qui permettent l'exécution des travaux correspondants.

### **6.2.2.-Adaptations aux conditions réelles de terrain**

Des adaptations des dessins d'exécution aux conditions réelles de terrain s'imposeront probablement au cours du chantier.

L'Entrepreneur devra fournir au Maître d'Œuvre les levés et informations qui pourront permettre ces adaptations et en réalisera les études d'exécution préalablement à leur exécution. En l'absence, l'article 11 ou 30 du CCAG s'appliquera.

Toute adaptation réalisée par l'Entrepreneur sans information préalable du Maître d'Œuvre pourra être démolie et les travaux engagés refaits sur demande du maître d'œuvre aux frais exclusifs de l'entreprise.

### **6.2.3.-Registre de chantier**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

## **6.3.-DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRENEUR PENDANT LES TRAVAUX**

L'ensemble des pièces et documents à remettre par l'Entrepreneur pendant les travaux comprend au minimum :

- le programme d'exécution / dossier d'exécution,
- le planning des travaux réactualisé tous les 15 jours,
- les fiches de procédures d'exécution,
- les documents de maîtrise du chantier,

## **6.4.-DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)**

L'Entrepreneur devra remettre à la fin des travaux et au plus tard le jour de la réception des travaux, un dossier de récolement présenté sous la forme d'un dossier informatique contenant l'ensemble des documents suivants :

- la liste exhaustive des documents contenus dans le dossier de récolement,
- tous les plans d'exécution au dernier indice corrigé des adaptations réalisées sur site,
- Le plan de récolement des différentes zones de terrassements y compris fosses de purge de la renouée et fosses d'enfouissement.

Ce dossier de récolement sera complété par la fourniture de tous les documents de maîtrise de chantier.

## **7. ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen d'un ordre de service dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification.

## **7.1.-NATURE ET PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Sans objet.

## **7.2.-DISPOSITIONS GENERALES**

### **7.2.1.-Vérification des quantités**

Elles seront conformes à l'article 25 du CCAG. L'Entrepreneur devra fournir à la demande du Maître d'Œuvre tout complément de levé qui serait nécessaire à la mesure des quantités de travaux mise en œuvre.

A chaque situation mensuelle de travaux, seront fournis les métrés justifiant des quantités réalisées dans le mois en cours.

A chaque demande du Maître d'Œuvre, l'Entrepreneur devra fournir un bilan prévisionnel du total des travaux présenté suivant le modèle imposé par le Maître d'œuvre ; il devra être complété des métrés globaux prévisionnels détaillés afin d'établir un bilan financier prévisionnel total des travaux.

L'Entrepreneur disposera d'une (1) semaines pour remettre ce bilan qui ne constitue qu'un prévisionnel de dépenses. Ce document ne lie en aucune manière les parties et sera fourni à titre indicatif.

## **7.3.-TRAVAUX PRELIMINAIRES**

### **7.3.1.-Constat d'état des lieux contradictoire**

Un constat d'huissier d'état des lieux sera effectué avant le démarrage du chantier à la charge de l'entreprise. Ce constat concernera l'emprise stricte des travaux et sa périphérie mais aussi l'ensemble des voies d'accès et tout éléments concernés directement ou indirectement par les travaux.

### **7.3.2.-Panneau de chantier**

**La fourniture et la pose d'un panneau d'information plastifié** (Plastique ondulé - Format A0) d'une épaisseur minimale de 5 mm, sur la base d'une maquette fournie par le maître d'œuvre, seront à la charge de l'entreprise (y compris toutes sujétions de support, mise en place, fixation et déplacement). L'implantation précise des panneaux sera soumise à l'approbation du maître d'œuvre et la méthodologie de fixation au sol devra être validée au préalable par le maître d'œuvre.

Ce panneau sera mis en place avant le démarrage des travaux.

Le panneau devra résister aux intempéries et sera entretenu à la charge de l'entreprise durant toute la durée du chantier.

### **7.3.3.-Barrières, clôtures et panneautages à la charge de l'entreprise :**

L'entreprise est tenue d'installer et de maintenir en état pendant toute la durée des travaux un dispositif de clôture et de panneautage nécessaire pour la sécurité du public, selon les directives du maître d'œuvre.

La pose et la dépose des différentes clôtures seront à la charge de l'entreprise.

Le panneau d'information des dangers relatifs à la réalisation des travaux sera à la charge de l'entreprise.

#### **7.3.4.-Accès et installation de chantier**

L'entrepreneur devra accéder sur le site selon les voies qui lui auront été précédemment consignées par le Maître d'ouvrage.

Tout autre mode d'accès devra être soumis au maître d'ouvrage pour approbation.

Le matériel de chantier devra être stocké sur les zones définies après approbation du Maître d'Ouvrage.

L'entreprise aura à sa charge de s'organiser avec la direction des différents établissements et les propriétaires des terrains concernés.

L'entrepreneur devra se charger des demandes d'autorisation auprès des services concernés en cas de nécessité d'arrêt municipal (demande d'arrêt de police de la circulation).

**Les accès au chantier sont détaillés dans le CCTP.**

#### **7.3.5.-Implantation - piquetage**

L'implantation des différents aménagements sera réalisée en présence du maître d'œuvre, conformément aux prescriptions de l'article 5.1 du fascicule 2 du CCTG et l'article 27 du CCAG avant le commencement des travaux, sur la base des plans d'exécution.

#### **7.3.6.-Préservation des ouvrages existants et réalisés**

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des réseaux et voiries (et de tous les ouvrages qui s'y attachent) ou en cours de réalisation.

**L'entrepreneur devra au préalable faire les demandes de DICT auprès des différents gestionnaires de réseaux.**

En cas de détérioration d'ouvrages ou réseaux existants ou réalisés, l'Entrepreneur supportera toutes les conséquences juridiques et financières de ses effets.

Les opérations à proximité des réseaux devront être menées sous la conduite du service concessionnaire correspondant. Les travaux autour de ces réseaux ne pourront démarrer qu'après l'agrément préalable du Maître d'Œuvre qui n'interviendra qu'après celui des concessionnaires.

### **7.4.-MATÉRIELS DE CHANTIER - TRANSPORTS DES MATÉRIELS, MATÉRIAUX ET FOURNITURES**

#### **7.4.1.-Matériels de chantier**

Tout le matériel de chantier nécessaire à la bonne exécution des travaux et au bon fonctionnement des installations sera fourni par l'Entrepreneur.

La liste du matériel, jointe à l'offre de l'Entrepreneur ne sera pas considérée comme limitative, et l'Entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, ni prétendre à une prolongation des délais contractuels si, au cours des travaux, il est amené à modifier ou à compléter son matériel pour remplir ses obligations.

Le matériel, approvisionné sur le chantier, sera considéré comme destiné exclusivement aux travaux. L'Entrepreneur n'aura pas le droit de le retirer (à l'exception de déplacements intérieurs au chantier), sans le consentement écrit du Maître d'Œuvre. Ce dernier ne pourra cependant, sans motif valable, refuser son autorisation.

Les prix unitaires et d'installation de chantier comprennent l'amené du matériel nécessaire à la réalisation du chantier, aucun prix supplémentaire ne pourra être exigé quel que soit le phasage des travaux.

#### **7.4.2.-Transports et stockages des matériels, matériaux et fournitures**

Pour ce qui concerne les engins de transport divers, l'Entrepreneur devra se conformer à la réglementation en vigueur tant en ce qui concerne les moyens d'acheminement sur le site, qu'à leur utilisation sur les voies publiques, d'accès au chantier.

### **7.5.-ZONES DE DEPOTS**

#### **7.5.1.-Généralités**

L'Entrepreneur devra organiser le chantier (phasage, zonage, zones de dépôt) de manière à ne pas gêner l'avancement des travaux annexes et connexes.

#### **7.5.2.-Déblais inaptes à une réutilisation sur le chantier**

Les déblais provenant des fouilles des ouvrages et inaptes à une réutilisation dans le cadre des travaux (remblais) seront évacués en décharge agréée, à la charge de l'entrepreneur.

#### **7.5.3.-Déblais aptes à une réutilisation sur le chantier**

L'organisation et l'emplacement des zones de dépôts provisoires sont laissés à l'initiative de l'Entrepreneur dans les limites fixées pendant la période de préparation en concertation avec le maître d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et les propriétaires, pour autant que ces zones ne gênent pas l'avancement des travaux.

### **7.6.-MESURES DE SECURITE**

L'entrepreneur est responsable de la sécurité du chantier. Il doit mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité nécessaires, notamment concernant la sécurité du public.

Il prendra également toutes les mesures de protection nécessaires y compris la protection des terrains riverains, de la végétation existante et des constructions ou aménagements voisins, qui seront à sa charge sans qu'il puisse prétendre à indemnité particulière.

Il sera responsable de tous dommages et conséquences provoqués par l'insuffisance de mesures de sécurité.

### **7.7.-CONTROLE DES FOURNITURES ET DE L'EXECUTION DU CHANTIER**

Le contrôle de l'utilisation des fournitures réceptionnées et des travaux d'application est intermittent. En l'absence du représentant du Maître d'œuvre, l'entreprise est soumise à un "autocontrôle". Elle doit alors collecter l'ensemble des pièces justificatives de la bonne utilisation des fournitures. Ces pièces seront obligatoirement remises au représentant du Maître d'œuvre.



Les fournitures devront être stockées et réceptionnées avant le début des travaux. En cas de non-conformité, les fournitures seront refusées et devront être évacuées sous 48 heures. Les travaux seront suspendus dans l'attente de fournitures conformes. L'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité ni report de délai.

## **7.8.-INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER**

### **7.8.1.-Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **7.8.2.-Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **8. ARTICLE 8 : RECEPTION DES TRAVAUX**

### **8.1.-DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION**

Les stipulations du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent pour la réception des travaux.

### **8.2.-RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE**

Les stipulations du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent pour la réception partielle.

### **8.3.-MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES**

Les stipulations du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent pour la réception partielle.

## **9. ARTICLE 9 : GARANTIES ET ASSURANCES**

### **9.1.-DELAIS DE GARANTIES**

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle est conforme aux stipulations de l'article 42 du C.C.A.G.-Travaux.

### **9.2.-OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR**

Il s'engage à exécuter l'ensemble des prestations du marché conformément aux clauses du présent C.C.T.P., au code forestier, au code de l'environnement et aux règles de l'art de la profession et ce, en toute indépendance,

- Il déclare être propriétaire de son matériel et de son outillage (notamment en pleine propriété ou en leasing)

- Il déclare connaître la réglementation applicable en matière d'hygiène et de sécurité et s'engage à la respecter scrupuleusement notamment à l'égard du personnel qu'il emploie.
- Il s'engage à permettre au Maître d'Ouvrage de procéder à toutes les vérifications ou contrôles qu'il jugera nécessaires au cours de l'exécution des tâches.

### **9.3.-ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants et sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## **10. ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants du C.C.A.G. travaux :

- L'article 4.3 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 19 du C.C.A.G.
- L'article 6 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G.